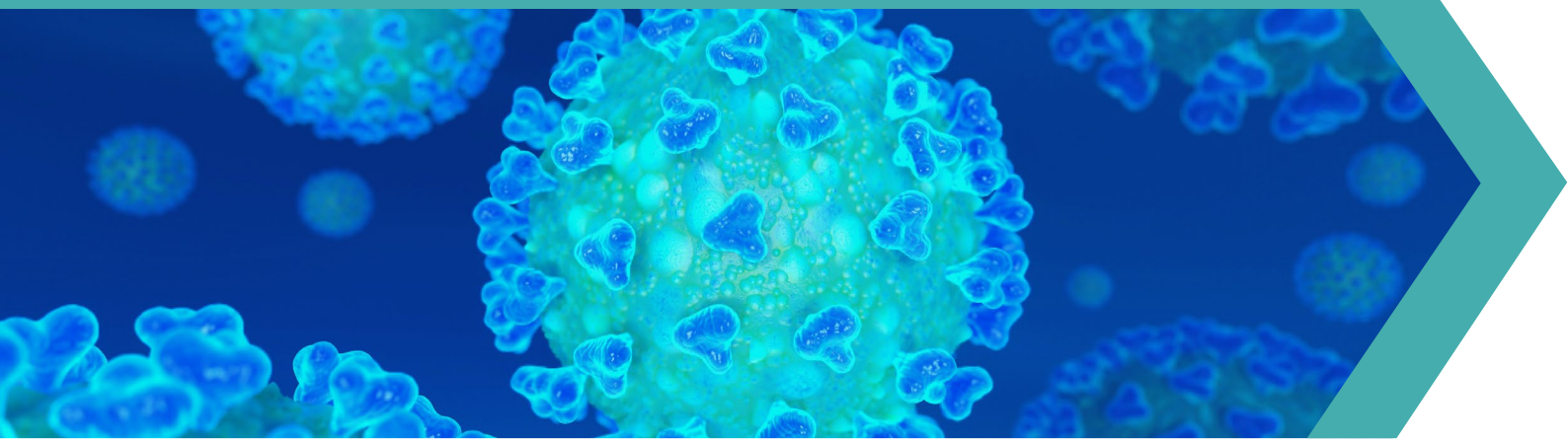
ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

COVID-19
RÉPONSE

RÉPONDRE À LA CRISE

Construire un avenir meilleur



DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL INCLUSIF ET DURABLE

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

© ONUDI, avril 2020. Tous droits réservés.

Ce document a été produit sans avoir été officiellement édité par les Nations unies. Les appellations et la présentation du matériel dans ce document n'impliquent pas l'expression d'un quelconque avis du Secrétariat des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) concernant le statut juridique de tout pays, territoire, ville ou région ou de ses autorités, ou concernant la délimitation de ses frontières ou de ses limites, ou son système économique ou son degré de développement. Les désignations telles que "développé", "industrialisé" ou "en développement" sont destinés à des fins de commodité statistique et n'expriment pas nécessairement un jugement sur la stade atteint par un pays ou une zone particulière dans le processus de développement. La mention des noms d'entreprises ou de produits commerciaux ne constitue pas une approbation par l'ONUDI.

Photos aux pages 4 et 5 : Collection de la Banque mondiale / Sambrian Mbaabu, sous licence CC-BY 2.0

RÉPONDRE À LA CRISE

Construire un avenir meilleur

COVID-19 – UNE MENACE DE PROPORTION GLOBALE POUR L'HUMANITÉ

L'épidémie mondiale de COVID-19 met une pression immense sur les sociétés et les économies du monde entier. Comme le virus se répand globalement et comme le monde entier est en train de constater le coût tragique en termes de souffrance et de vies humaines, les systèmes de soins de santé nationaux sont mis à rude épreuve et sont confrontés à des pénuries d'équipements médicaux et d'équipements de protection individuelle (EPI) ainsi qu'à des déchets médicaux excessifs. Des perturbations majeures sont ressenties dans tous les secteurs économiques et sociaux, dans une économie mondiale déjà fragilisée.

IMPACT DE LA CRISE ACTUELLE AU-DELÀ DU SECTEUR DE LA SANTÉ SECTOR

Selon le Fonds monétaire international (FMI), l'économie mondiale devrait connaître sa **pire récession** depuis la Grande Dépression. Elle a déjà subi une forte contraction de trois pour cent, surpassant l'effondrement économique qui a suivi la crise financière mondiale crise il y a dix ans (ONUDI).

Selon le rapport du Secrétaire général (ONU), "Responsabilité partagée, solidarité mondiale: Répondre aux impacts socio-économiques de COVID-19", de nombreuses **réalisations vers les objectifs de développement durable (ODD) risquent d'être anéanties,** ce qui amènerait à un renversement des progrès réalisés dans la lutte contre la pauvreté et la réduction des inégalités. À une époque où la communauté mondiale est déterminée à intensifier son action dans le cadre de la Décennie d'action, la crise du COVID-19 menace d'avoir un impact profond et adverse sur la mise en œuvre et la réalisation de l'Agenda 2030 pour le développement durable et l'Accord de de Paris sur le changement climatique.

DÉFIS DE LA COVID-19 POUR UNE INDUSTRIALISATION INCLUSIVE ET DURABLE

L'industrie est touchée par cette crise des deux côtés: de l'offre et de la demande. La crise va continuer à **affecter le développement et les perspectives d'industrialisation des pays à bas revenus et à revenus intermédiaires.** Elle affaiblira encore une situation macroéconomique déjà fragile, où l'accumulation de la dette a dépassé la croissance des revenus, même avant la crise. L'impact sur l'économie et la société pèse déjà lourdement en raison des fermetures, de la restriction de la circulation des biens et des personnes, de la fermeture d'industries et des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement. Opérer dans l'inconnu crée des risques importants pour tous les secteurs.

Les mesures d'endiguement dans les économies avancées ont déjà commencé à avoir un impact sur les pays les moins avancés en termes de réduction de la production manufacturière, le volume des échanges et les flux d'investissement. Les perturbations des chaînes d'approvisionnement, l'arrêt de l'industrie manufacturière mondiale, la chute des prix des produits de base, en en particulier du pétrole, ont déjà résulté dans une baisse de 50 milliards de dollars de la production manufacturière dès février 2020. Cela va avoir un impact négatif sur le volume des exportations des pays en développement. La

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) projette que les pays en développement (à l'exception de la Chine) vont perdre presque 800 milliards de dollars de revenus à l'exportation en 2020. Ces effets négatifs sont encore exacerbés par la crise sans précédent de la sortie des capitaux des pays en développement, causée en grande partie par l'effondrement des marchés financiers internationaux et le resserrement des conditions de liquidité dans différents pays (ONUDI).

L'Organisation internationale du travail (OIT) estime que la crise a **de graves répercussions sur les chiffres de l'emploi dans les pays à faible et intermédiaire revenus,** où la part de travailleurs indépendants, de salariés journaliers, ainsi que de travailleurs dans les secteurs informels et les petites et moyennes entreprises (PME) est élevée. L'économie mondiale pourrait perdre entre 5 et 25 millions d'emplois avec des pertes de revenu de l'ordre de 860 milliards de dollars à 3,4 trilliards. Les pertes d'emplois estimées parmi les travailleurs migrants vont également impacter le développement des économies qui dépendent fortement des envois de fonds. La réponse devrait donner la priorité au sauvetage des entreprises existantes et des écosystèmes industriels qui génèrent la création de valeur des pays, l'emploi et les revenus des ménages (ONUDI).

La crise menace également de **repousser les progrès limités qui ont été réalisés en matière d'égalité des sexes** (ONU) et d'exacerber la féminisation de la pauvreté, la vulnérabilité à la violence, et la participation égale des femmes à la main-d'œuvre (ONU). Avec son fort impact sur l'emploi, la crise est susceptible d'aggraver la marginalisation des jeunes, exacerbant leur vulnérabilité économique (ONU).

Des actions politiques, y compris les politiques industrielles, et la coordination de la coopération technique seront cruciaux pour atténuer l'impact de la crise sur les secteurs industriels et pour assurer le développement économique inclusif et durable pendant et à la fin de la crise. En même temps, les mesures de relance dans la phase de reprise offrent une occasion unique de transformer et de pérenniser les secteurs productifs, et de favoriser la résilience socio-économique à long terme tout en s'attaquant à l'urgence climatique et environnementale.

LA RÉPONSE DE L'ONUDI FACE À LA CRISE

L'ONUDI se joint aux efforts de réponse de la communauté internationale, y compris le G20, et le système des Nations Unies en particulier. En tant qu'agence spécialisée du système des Nations Unies, le mandat de l'ONUDI est de promouvoir un développement industriel inclusif et durable. Le cadre de réponse de l'ONUDI est **de préparer et de contenir, de répondre et d'adapter, et de récupérer et de transformer,** en tenant compte du fait que nous ne sont pas une organisation mandatée pour fournir une intervention humanitaire ou d'urgence.

Notre vision s'articule ainsi : "Répondre à la crise: Bâtir un avenir meilleur" (ONUDI).

Notre approche au cours des 12 à 18 mois prochains repose sur des piliers mutuellement inclusifs, à savoir des partenariats pour accélérer la réponse mondiale, des ensembles de services intégrés adaptés à la situation et aux besoins particuliers des États membres, le renforcement des capacités et l'échange de connaissances sur la base d'enseignements tirés, des meilleures pratiques et des meilleures technologies disponibles.

Ces paquets visent à soutenir les pays avec des approches compréhensives de redressement socio-économique global, orientées vers les résultats du DIID.

L'approche de l'ONUDI est stratégiquement alignée et en synergie avec:

- Un "cadre pour une réponse socio-économique immédiate à COVID-19" pour la mise en œuvre du rapport du Secrétaire général "Responsabilité partagée, solidarité mondiale: Répondre à l'impact socio-économique de COVID-19"
- L'Agenda 2030 pour un développement durable et la Décennie des Nations unies pour l'action appelant à l'accélération de solutions durables à tous les problèmes mondiaux les plus importants
- Le 75ème anniversaire de l'ONU "Le monde a besoin de Solidarité", donnant la priorité à la famille humaine et comment nous pouvons construire un meilleur avenir pour tous

CONSTRUIRE UN MEILLEUR AVENIR EN PARTENARIAT

En fonction des besoins des pays

L'ONUDI fournira son assistance conformément aux quatre fonctions principales de l'organisation, à savoir la coopération technique, l'analyse et le conseil en matière de politique, les normes et standards et, convenir et partenariats, dans un cadre intégré et programmatique, avec des résultats à plus grande échelle.

Notre soutien préparera les pays à mesure qu'ils s'adaptent à la "nouvelle normalité" qui pourrait se caractériser, par exemple, par des avancements structurels vers la quatrième révolution industrielle (4RI), l'énergie propre et les solutions à faible teneur en carbone, la transition vers des économies circulaires, ainsi que l'adoption de solutions intégrées pour les systèmes d'alimentation. Il visera à contenir les effets de la crise, répondre et s'adapter à l'urgence et finalement se remettre du choc socio-économique tout en profitant de l'occasion pour se transformer en économies inclusives, résilientes et durables.

Dans le cadre d'un système des Nations Unies fort

Sur le plan opérationnel, l'ONUDI s'engage au plus haut niveau avec le Conseil des Chefs de l'Exécutif (CEB) et avec le système de développement en tant que membre du Groupe de développement durable des Nations unies (UNSDG). Notre engagement avec le système de développement de l'ONU garantit une réponse harmonisée aux **niveaux mondial, régional et national,** nous permet de nous concentrer sur le soutien aux industries, notamment dans le maintien et le rétablissement de l'emploi dans les industries, la production et ses secteurs associés pour rétablir les moyens de subsistance dans les chaînes d'approvisionnement respectives.

Au **niveau mondial,** l'ONUDI travaille également avec des diverses plates-formes des Nations Unies sur une réponse internationale coordonnée à la pandémie. L'ONUDI participe au groupe des Nations unies des points focaux d'urgence du secteur privé, une initiative présidée par le Pacte mondial des Nations unies et l'initiative Connecting Business pour coordonner et échanger des approches sur la façon dont le secteur privé peut s'associer au système des Nations Unies pour prendre des mesures collectives pour endiguer la pandémie. D'autres réseaux des Nations Unies que l'ONUDI coordonne inclus le réseau inter-agences des Nations Unies pour le développement des jeunes, la coopération inter-agences sur les statistiques, le Département des communications mondiales de l'ONU, le Groupe de gestion des risques d'entreprise des Nations Unies et le Réseau Finances et Budget des Nations unies.

Au **niveau régional,** l'ONUDI coopère avec les commissions régionales, ainsi qu'avec Les communautés économiques régionales (CER) pour donner aux pays les moyens de répondre à la crise par le renforcement du dialogue et de la mise en réseau régionale de haut niveau, ainsi qu'à travers la promotion de la coopération Sud-Sud et triangulaire.

Au **niveau des pays,** l'ONUDI travaille avec les Coordonnateurs résidents des Nations Unies et coordonne avec les équipes de pays des Nations unies (UNCT).

Tirer parti du secteur des affaires, des IFI et des partenaires de financement

Conformément à son mandat, l'ONUDI s'engage avec un large éventail de partenaires (par exemple, les entités sectorielles d'affaires, y compris les associations industrielles, les acteurs de la chaîne d'approvisionnement, les institutions internationales de finance (IFI), les organisations régionales, les universitaires et la société civile) pour analyser l'impact de cette crise sur les secteurs industriels, identifier les besoins spécifiques des pays et développer des solutions agiles et innovantes.

En tant qu'agence de développement industriel des Nations Unies, l'ONUDI a une expérience unique et de longue date en tant que plate-forme pour la coopération des entreprises. L'ONUDI est donc en discussion avec ses partenaires du secteur privé pour des actions communes afin d'aider les gouvernements à faire face à l'impact immédiat de la crise par le biais de projets en cours. Ainsi, certains programmes ont été reconditionnés pour aider les secteurs clés, notamment dans les industries légères et certaines chaînes de valeur pour convertir leur production afin de fabriquer des EPI (par exemple des masques, des bottes en plastique, des équipements médicaux, des draps de lit). Pour aller de l'avant, l'ONUDI s'efforcera d'étendre et de créer de nouveaux partenariats sectoriels, en aidant les gouvernements à se remettre de la pandémie grâce à des solutions gagnant-gagnant inclusives et durables, y inclus en rapport avec 4RI.

Dans ce contexte, les partenaires financiers de l'ONUDI jouent un rôle clé. L'ONUDI est engagé, par exemple, dans des groupes de travail du Comité des donateurs pour le développement des entreprises (DCED) pour trouver des moyens innovants pour soutenir les pays en développement en utilisant une assistance ciblée durant les différentes phases de la pandémie.

Sur la base des demandes des gouvernements, l'ONUDI est également prête à fournir une assistance technique ciblée et son expertise pour aider les homologues nationaux à mettre en œuvre des opérations financées par les IFI qui se concentrent sur l'aide aux économies et au secteur privé pour surmonter l'impact négatif de la COVID-19.

L'ONUDI est activement engagée avec l'OMS et plusieurs autres agences dans la formulation de réponses inter-agences censées être cofinancées le fonds du Secrétaire général "Fonds des Nations unies pour la réponse et la récupération face au COVID-19 Réponse" (COVID-19 MPTF) et poursuivra son engagement actif dans la mise en œuvre de cet instrument de financement qui a été mis en place pour une période de deux ans (jusqu'en avril 2022).

Pour que l'ONUDI puisse rapidement et efficacement répondre aux demandes d'assistance dans ce moment de crise, les ressources programmables sont plus importantes que jamais. Les États membres et les partenaires sont invités à soutenir la réponse de l'ONUDI avec un financement flexible. Les contributions aux fonds thématiques d'affectation spéciale, en particulier le Fonds fiduciaire pour la sécurité alimentaire et le Fonds fiduciaire de partenariat, sont encouragés.

PAQUETS INTÉGRÉS POUR DÉVELOPPER LES RÉSULTATS

Préparer et contenir

L'ONUDI travaille avec les gouvernements en informant les processus décisionnels de politique nationale, l'investissement et la formulation de partenariats, afin de les aider à préparer des actions appropriées pour répondre et atténuer l'impact des chocs sanitaires et économiques. Cela comprend des mesures visant à soutenir le secteur productif et ses travailleurs, notamment les plus vulnérables, en protégeant les entreprises saines de la faillite, et les travailleurs de la perte de leur emploi comme un effet des mesures d'endiguement pendant la pandémie. Cela signifie également qu'il faut soutenir nos États membres et les entreprises du pays à diversifier leurs capacités de production et à adapter les infrastructures connexes pour garantir l'accès aux produits critiques tels que les équipements de protection individuelle (EPI) et les produits pharmaceutiques, entre autres. Il est mis en œuvre par le biais d'un ensemble de services intégrés qui comprend le travail analytique de l'ONUDI, les politiques et le soutien normatif, la cartographie et la formulation de partenariats.

Répondre et s'adapter

L'ONUDI travaille avec les gouvernements, le secteur des entreprises et d'autres parties prenantes tout au long des chaînes de valeur afin d'évaluer les possibilités de réorienter les capacités de fabrication vers la production de produits médicaux tout en promouvant des solutions ciblées dans un certain nombre de secteurs pour aider à répondre à la crise. En plus de la réorientation de la fabrication, l'ensemble de services intégrés de l'ONUDI va aussi promouvoir des solutions inclusives et durables ciblées tout particulièrement pour aider les microentreprises, les petites et moyennes entreprises (MPME) ainsi que soutenir l'apprentissage continu par le biais de la sensibilisation virtuelle et des approches innovantes. L'ONUDI canalisera ses ressources analytiques pour fournir les réponses nécessaires aux décideurs politiques dans ces temps sans précédent. Les questions pressantes incluent la manière de réorienter les capacités de réorientation pour une plus grande résilience, la protection des entreprises et les personnes dans l'immédiat au moyen terme, le financement des efforts de redressement, les secteurs à privilégier à court, moyen et long terme, et les politiques pour faciliter les investissements dans un climat très risqué.

Récupérer et transformer

L'ONUDI travaille avec les gouvernements, les MPME et les parties prenantes tout au long des chaînes de valeur en proposant des solutions intelligentes pour les secteurs de l'industrie manufacturière, de l'énergie et des transports afin de les aider à se redresser et à se transformer de manière inclusive et durable. Bien que l'on ignore l'ampleur réelle du ralentissement économique, les premières estimations et données suggèrent que le défi de la relance sera immense, en particulier pour les pays en développement. Il existe un risque élevé que les pays voient leur secteur industriel émergent fortement touché par la crise et qu'ils ne disposent pas des moyens financiers nécessaires pour relancer les activités économiques. L'exclusion sociale de ressources limitées peut aggraver des conditions déjà désastreuses. Une reprise rapide de la crise semble peu probable. Alors que la communauté du développement étudie des voies de croissance économique transformatrices pour mieux récupérer de la crise, l'ONUDI s'efforcera de fournir une approche holistique du DIID, et de réunir les États membres et partenaires autour d'une transition propre et verte envers les économies à faible émission de carbone grâce à la planification d'une industrialisation circulaire et de solutions pour une reprise économique durable.

Suivi et communication des résultats

La réponse de l'ONUDI est étayée par une théorie du changement claire (ONUDI), au sein d'un système cadre de parties prenantes engagées dans les dimensions santé, humanitaire et socio-économique de COVID-19. Pour suivre et fournir des évidences de progrès, l'ONUDI utilisera un ensemble d'indicateurs de résultats, alignés sur les indicateurs intégrés et le cadre de performance de l'ONUDI ainsi que le cadre des Nations unies pour une réponse socio-économique immédiate à COVID-19.

Cela permettra à l'ONUDI d'appliquer une gestion et prise de décision adaptées ainsi que de tirer des enseignements et des idées pour soutenir ses fonctions essentielles. Un solide cadre de résultats démontrera également la responsabilité et soutiendra un rapport efficace avec les États membres, les partenaires de financement et les parties prenantes. Le suivi des résultats des groupes vulnérables en particulier sera crucial pour s'assurer que personne n'est laissé pour compte, en se concentrant sur des indicateurs désagrégés, si possible, par le sexe, l'âge et le statut économique.

Évaluation et contrôle interne

En tant que membre du groupe d'évaluation des Nations unies, l'ONUDI participera à l'évaluation conjointe des efforts et des processus de la réponse à l'aide au développement COVID-19. L'ONUDI va également être engagé dans l'évaluation du Fonds fiduciaire multipartenaires de réponse et de rétablissement (Fonds COVID-19). Cette évaluation se concentre sur une approche cohérente des Nations unies pour (a) évaluer et apprécier la façon dont le l'ONU contribue collectivement à faire reculer les défis posés par COVID -19 lors de la première année de la Décennie d'action, et (b) fournir des données d'évaluation crédibles sur le progrès, l'innovation, les bonnes pratiques et les enseignements tirés.

Pour soutenir les principaux domaines à risque, tels que les plans de continuité des entreprises, les contrôles et la sécurité de l'infrastructure et des processus informatiques, et de poursuivre le renforcement les fonctions, l'équipe de contrôle interne de l'ONUDI envisage des approches adaptatives pour mettre à jour les plans d'audit interne et de conseil.

ACTION CONCRETE DANS LE CADRE DE REPONSE

Préparer et contenir

- Évaluer l'impact de l'épidémie sur les trajectoires nationales du DIID
- Aider à la gestion des risques industriels et à la formulation de plans d'urgence
- Garantir la résilience des chaînes d'approvisionnement alimentaire en informant les politiques et les services d'urgence par le biais de partenariats avec des scientifiques et des technologues de l'alimentation
- Permettre aux acteurs gouvernementaux et aux industriels de partager les meilleures pratiques, ce qui permettra une réponse coordonnée et agile grâce à des plates-formes de collaboration virtuelles
- Gérer les données au niveau national et mondial et les informations de prospective sur les chaînes d'approvisionnement, complétées par des évaluations de marché pour l'automobile, l'agroalimentaire, le textile et l'habillement, l'électronique et d'autres secteurs
- Cartographier les chaînes de valeur, identifier les entreprises désireuses de diversifier leur production dans des secteurs critiques (EPI, équipement médical), et soutenir la formulation de plans d'affaires au niveau des entreprises
- Fournir une analyse et un suivi des investissements via le portail des opportunités d'investissement avec la cartographie GIS
- Partager et gérer les informations sur les initiatives innovantes du secteur des affaires et faciliter la formalisation de partenariats pour faire face aux effets de la pandémie par le biais d'approches commerciales

Répondre et s'adapter

- Développer les modules d'apprentissage en ligne en augmentant la portée virtuelle
- Réduire les impacts négatifs des désinvestissements locaux des filiales des multinationales (EMN) par le biais d'un engagement avec les agences de promotion des investissements (API)
- Assurer la continuité des activités en travaillant avec les micro-, petites et moyennes entreprises (MPME) à travers les secteurs et les chaînes de valeur pour :
  - Accéder à des aides financières pour couvrir les frais de fonctionnement
  - Introduire des mesures d'orientation et de numérisation pour réduire au minimum les interactions avec la main-d'œuvre (par exemple pour le suivi, la supervision, le contrôle de la qualité, le stockage et la distribution)
  - Encourager l'innovation dans les entreprises par l'adoption de solutions numériques (par exemple, des solutions de collaboration en ligne, la réorientation des installations de fabrication, les méthodes de livraison par robots/drones et les solutions de paiement à distance pour les clients isolés)
  - Diversifier les chaînes d'approvisionnement et de distribution alimentaires grâce à des outils d'accès et des formations

- Aider à la reconversion de la main-d'œuvre du secteur de la restauration, du tourisme et de l'hôtellerie vers la transformation des aliments
- Aider à identifier des sources alternatives de matières premières locales/régionales et réformer la gamme de produits
- Introduire des solutions d'énergie renouvelable et d'assainissement de l'eau dans les zones rurales confrontées aux défis de l'électrification

- Assurer des services d'infrastructure de qualité adéquats en révisant les systèmes de contrôle de la sécurité alimentaire et les normes, et l'application des pratiques d'hygiène de la ferme à la table
- Convertir les procédés de fabrication des industries légères et de certaines chaînes de valeur vers la production d'EPI (par exemple masques, bottes en plastique, tenues médicales, literie pour les lits d'hôpital)
- Aider les hôpitaux à mettre en place des équipements de gestion des déchets médicaux et à établir un protocole d'intégration
- Aider le secteur local de la fabrication de produits pharmaceutiques à passer à la production de médicaments génériques grâce à un accès accru aux technologies et aux investissements
- Augmenter les capacités nationales d'essais pharmaceutiques, en prévenant la contrefaçon des médicaments en collaborant avec les organismes nationaux chargés des infrastructures de qualité

Récupérer et transformer

- Soutenir les gouvernements en matière de diagnostics socio-économiques et autres services connexes qui sous-tendent la planification et l'exécution de la croissance économique et des plans de transformation
- Mettre en place des plates-formes de fabrication pour les secteurs formel et informel en établissant des priorités d'action envers une revitalisation industrielle
- Procéder à des examens des systèmes alimentaires en mettant l'accent sur la résilience et l'approvisionnement local/régional par la réingénierie des chaînes d'approvisionnement et des systèmes de marché
- Aider le secteur informel et les MPME à revitaliser les activités et à créer des emplois pour les femmes et les jeunes
- Permettre au secteur manufacturier de renforcer sa résilience en forgeant des partenariats sur la quatrième révolution industrielle (4RI), axés sur la requalification de la main-d'œuvre et la mise à profit des investissements dans les infrastructures numériques et les solutions industrielles innovantes
- Promouvoir les pôles d'innovation adoptant les technologies 4IR et les nouveaux modèles commerciaux ce qui a permis d'accélérer le développement de produits et de protocoles de traitement dans les secteurs biopharmaceutique et médical, la réduction des périodes d'essais cliniques et l'utilisation de l'IA/Big data pour la prévision des performances des produits
- Promouvoir une reprise économique verte et circulaire

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL
Centre International de Vienne, B.P. 300, A-1400 Vienne, Autriche
Téléphone: (+43 1) 26026-0 • Courrier électronique: unido@unido.org
Internet: www.unido.org

COVID-19
RÉPONSE